

## **Ecole du Louvre** Palais du Louvre

Palais du Louvre. Porte Jaujard  
Place du Carrousel  
75038 Paris cedex 01  
Téléphone : 01.55.35.18.00  
Télécopie : 01.55.35.18.50  
Internet : [www.ecoledulouvre.fr](http://www.ecoledulouvre.fr)

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

#### **OBJET DU MARCHÉ**

**MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE N° 2025-003**  
**Mise en service d'un outil numérique d'exercice de la mémoire visuelle  
et de révision à destination des élèves de 1er cycle de l'Ecole du Louvre**

#### **Personne publique :**

**École du Louvre**  
**Palais du Louvre – Porte Jaujard – Place du Carrousel**  
**75038 PARIS cedex 01**  
[marches.publics@ecoledulouvre.fr](mailto:marches.publics@ecoledulouvre.fr)

**Personne publique :**

**École du Louvre**

Adresse : Palais du Louvre – Porte Jaujard – Place du Carrousel

75038 Paris cedex 01

Téléphone : 01 55 35 18 00

**Personne habilitée à signer le marché :**

Madame Claire Barbillon, Directrice,

**Personnes chargées du suivi administratif et financier :**

Madame Sandie Vogt, Cheffe du service juridique et financier,

Madame Imen Labidi, Responsable des affaires juridiques et des marchés publics.

[marches.publics@ecoledulouvre.fr](mailto:marches.publics@ecoledulouvre.fr)

**Personnes chargées de la conduite de la prestation :**

Le/la chef(fe) du Service de Coordination et d'Ingénierie Pédagogique

Monsieur Christophe Milhé, chef du service informatique

**Comptable assignataire :** Monsieur Arthur Colonneaux, Agent comptable,

**Entreprise contractante :**

Dénomination de la société .....  
(intitulé complet et forme juridique de la société)

Ayant son siège social à .....  
.....  
(adresse complète et téléphone)

Adresse du service qui exécutera le marché .....  
.....  
(adresse complète et téléphone)

N° d'identité d'entreprise (SIRET) |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|

N° APE |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|

École du Louvre  
Palais du Louvre – Porte Jaujard – Place du Carrousel  
75038 PARIS cedex 01  
[marches.publics@ecoledulouvre.fr](mailto:marches.publics@ecoledulouvre.fr)

L'École du Louvre est un établissement d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la Culture. Elle dispense l'enseignement de l'histoire de l'art et des civilisations, ainsi que l'enseignement des techniques de sauvegarde, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel. Ses élèves (environ 1 600 tous niveaux confondus par an) suivent un cursus de trois cycles. Elle accueille également des auditeurs (près de 16 000 inscriptions par an) ainsi que des stagiaires au titre de la formation continue. Elle développe une activité de recherche et en assure la diffusion.

## **Article 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1. Type de marché et procédure**

Le présent marché est un marché public de fournitures et de services.

Il est passé selon procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique (CCP).

Le présent marché est alloté conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique, de la manière suivante :

- Lot 1 : constitution d'un corpus iconographique d'œuvres dites essentielles en premier cycle d'histoire générale de l'art selon la liste et les spécifications fournies par l'Ecole du Louvre.
- Lot 2 : Conception, développement, mise en place (dont assistance et formation) d'une solution à destination des élèves pour favoriser les révisions de 1<sup>er</sup> cycle sur le périmètre du corpus constitué en lot 1 ; Hébergement et maintenances correctives et évolutive

Le présent marché est mono-attributaire pour chaque lot.

Les candidats ont la possibilité de soumettre leurs candidatures pour un lot unique ou l'ensemble des lots.

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

72000000 - 5	Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, Internet et appui
--------------	---

Conformément à l'article R. 2122-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables à la suite du présent marché.

## **1.2. Objet du marché et description des prestations**

### **1.2.1. Objet du marché**

Pour favoriser la réussite de ses élèves en 1<sup>er</sup> cycle, l'École du Louvre souhaite mettre à disposition des apprenants un outil numérique d'aide à la révision, fondé notamment sur la mémoire visuelle. Cet outil présentera un corpus prédéfini d'œuvres constituant les fondamentaux du tronc commun de premier cycle d'Histoire Générale de l'Art (environ 2000 œuvres).

Cet outil pédagogique consistera alors en une solution digitale de présentation de fiches de révision (ci-après dénommées flashcards ou cartes) qui soit ergonomique, simple d'utilisation, multi-supports (PC, tablette, smartphones), intuitive et interactive.

Les flashcards ont pour mission de fournir des moyens de facilitation de la mémorisation et de permettre la mise en relation chronologique, technique, géographique, thématique ou transversale d'œuvres constituant la base d'une culture visuelle globale conforme à la spécificité pédagogique de l'histoire générale de l'art.

### **1.2.2. Description des prestations**

Les caractéristiques et l'étendue des prestations attendues sont décrites plus précisément dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses annexes et les conditions d'exécution dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Tous les échanges techniques lors de l'offre, de la passation du marché, des différents échanges lors de la réalisation des prestations objet de ce marché, devront être effectués en langue française.

Le titulaire exécutera toutes les prestations décrites dans le CCTP.

Ces prestations seront effectuées conformément au calendrier fixé dans le CCTP du présent marché.

## **1.3. Montant du marché**

Le montant total du présent marché est égal au montant des prestations dues au titre du forfait et des bons de commande dans le cadre du présent marché.

Le marché n'a pas de montant minimum. Le montant total maximum du marché est de 89 999,99 € € euros HT.

Le montant estimé des prestations dans la limite du montant du marché :



#### **1.4. Sous-traitance**

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations du chacun des deux lots objet de la présente consultation sous réserve de notifier l'École du Louvre et de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (d'ordre public), à l'article L2193-3, et L2193-1 à L2193-4 du code de la commande publique.

#### **1.5. Lieux d'exécution**

Les prestations du présent marché seront exécutées sur site, à l'École du Louvre, et à distance.

#### **1.6. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale**

Pour chacun des lots, le candidat mettra en avant, dans son mémoire méthodologique, tous les éléments témoignant d'une prise en compte des problématiques liées à la responsabilité sociale, sociétale et environnementale et ses engagements en la matière.

Les mesures prises au titre de la RSE listées ci-dessous sont particulièrement appréciées :

- Limiter l'impact de ses activités sur l'environnement,
- Favoriser la formation du personnel,
- Favoriser la diversité (veiller à l'égalité femmes/hommes) et lutter contre les discriminations,
- Favoriser l'insertion des personnes en difficulté (promouvoir l'insertion des travailleurs en situation de handicap, promouvoir l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi),
- Favoriser l'emploi des seniors et des jeunes en difficulté.

#### **1.7. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 3 mois à compter de la date limite fixée pour leur réception.

En répondant à la consultation, le soumissionnaire s'engage à maintenir son offre pendant ce délai.

Si l'attribution du marché n'est pas effectuée dans ce délai, l'École du Louvre pourra demander aux candidats la prolongation de la validité de leur offre.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à la consultation, le soumissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

#### **1.8. Variantes**

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter dans leur offre des variantes aux spécifications du CCTP.

### **1.9. Modification du marché**

L'École du Louvre se réserve le droit de procéder à des modifications du marché dans les conditions fixées aux articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

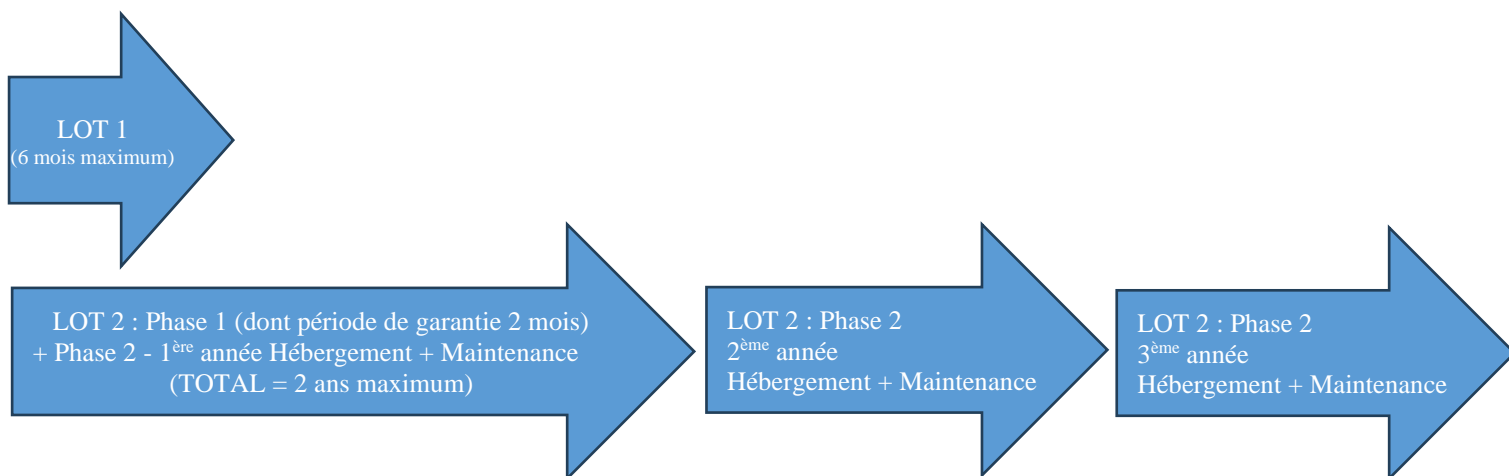
### **Article 2. DURÉE DU MARCHÉ**

#### **2.5 - Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée différenciée pour chacun des lots :

- Lot 1 : à compter de sa notification au titulaire jusqu'à la complète réalisation de la prestation avec une durée maximum de six (6) mois renouvelable expressément une fois ;
- Lot 2 : à compter de sa notification au titulaire jusqu'à la complète réalisation de la prestation de la phase 1 suivi d'une première année de maintenance avec une durée initiale maximale de deux (2) ans renouvelables expressément (2) fois un (1) an pour une durée totale maximale de quatre (4) ans.

La notification prévisionnelle du lot 1 et 2 au/ aux titulaire(s) est prévue en mars 2025.



L'exécution de la prestation du lot 1 devra être finalisée dans les deux mois suivants la transmission de la liste des œuvres par le pouvoir adjudicateur. La transmission de cette liste pouvant être réalisée en un ou plusieurs fois (trois fois maximum).

L'exécution de la phase 1 de la prestation du lot 2 doit pouvoir être finalisée en octobre 2025.

Ces délais n'incluent pas les délais de garantie et de maintenance : Une maintenance annuelle sur 1 an (renouvelable 2 fois, soit 3 années au total), à partir de la date d'expiration du délai de garantie qui est fixé à deux (2) mois,

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction. Toutefois, l'acheteur peut décider de ne pas reconduire le marché. Il notifie alors sa décision de non-reconduction au titulaire deux (2) mois avant la date de reconduction, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique. L'acheteur peut signifier la fin du marché par lettre recommandée trois (3) mois avant la date anniversaire du marché. Le fait que le marché ne soit pas reconduit ne déclenche aucun droit à indemnité au profit du titulaire.

### ***Article 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ***

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

#### ***3.1. Pièces particulières***

- l'acte d'engagement (AE) du lot 1
- l'acte d'engagement (AE) du Lot 2
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes à remplir par les candidats :
  - annexe 1 – lot 1 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereaux des prix unitaires (BPU) ;
  - annexe 1 – lot 2 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereaux des prix unitaires (BPU) ;
  - annexe 2 : les actes spéciaux de sous-traitance, le cas échéant ;
  - annexe 3 : la charte informatique de l'École du Louvre à l'usage des tiers ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
  - annexe 1 : Grille des exigences fonctionnelles
- le règlement de consultation (RC) ;
- l'offre technique du titulaire présentée dans un mémoire méthodologique ;

#### ***3.2. Pièces générales***

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG des marchés publics de techniques de l'information et de la communication NOR : ECOM2106875A publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021
- les textes mentionnés dans le CCTP le cas échéant.

L'exemplaire du marché conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

Bien que non matériellement joints au présent marché, tous les documents susmentionnés sont réputés connus des parties.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de notification du marché.



### **3.3. Informations complémentaires sur les pièces constituant le marché**

Les pièces contractuelles désignées ci-avant composant le dossier marché sont complémentaires. En cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué à l'article 3.1 ci-avant.

Le titulaire de chacun des lots devra exécuter comme étant prévues dans les pièces du marché (AE, CCAP et ses annexes, CCTP), sans exception ni réserve, toutes les prestations indispensables pour l'achèvement complet des prestations.

## **Article 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1. Correspondants de l'École du Louvre**

Les personnes chargées de l'exécution du marché à l'École du Louvre seront désignées par l'École du Louvre pour représentation auprès du titulaire de chacun des lots.

### **4.2. Représentant du titulaire**

Le titulaire désignera à la notification du marché la personne habilitée à le représenter auprès de l'École du Louvre (le coordinateur), ainsi que ses coordonnées directes.

En cas de changement au cours de l'exécution du marché, il devra en informer l'École du Louvre par écrit sans délai.

### **4.3. Obligation de résultat**

Pour chacun des lots, le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Le titulaire devra respecter les prescriptions détaillées dans le DCE.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations à un niveau constant de qualité tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de se conformer à la charte informatique à destination des tiers et tout autre document réglementaire en vigueur à l'École du Louvre et dont il aura eu communication.

### **4.4. Lancement et coordination entre le titulaire et l'École du Louvre**

#### **4.4.1. Lancement de la prestation**

L'exécution de la prestation objet de chaque lot débutera à compter de sa notification au titulaire.

#### **4.4.2 Réunions de mise en place des prestations**

Dès notification du marché, le titulaire de chacun des lots prendra contact avec le ou les représentant(s) de l'École du Louvre afin de planifier toutes les modalités de mise en place des prestations et de remettre conformément aux dispositions du CCTP et du présent CCAP tous les justificatifs nécessaires au démarrage des prestations.

#### **4.4.3 Compte rendu des incidents et retards**

Les incidents qui pourraient intervenir dans le cadre de l'exécution du présent marché donneront lieu à une information orale immédiate auprès du représentant de l'École du Louvre. Le titulaire concerné doit préciser les raisons de cet incident ou retard ou les délais nécessaires pour que la commande soit satisfaite conformément à ce qui est indiqué dans le CCTP.

Ce rapport devra être remis au plus tard dans les quarante-huit (48) heures suivant l'incident.

#### **4.5. Dispositif d'exécution des prestations du titulaire**

Le titulaire de chacun des lots doit affecter pour la parfaite exécution des prestations décrites au CCTP un personnel qualifié, expérimenté et dont le nombre sera proportionné aux besoins.

Le titulaire respectera les exigences du CCTP.

#### **4.6. Modalités d'accès**

Afin de tenir compte des paramètres de sécurité liés au site particulier qu'est le Palais du Louvre, les livraisons nécessitant le stationnement provisoire de véhicules devront être rigoureusement planifiées en lien avec l'École du Louvre. Le titulaire s'engage à prévenir impérativement quarante-huit (48) heures avant toute livraison ; la demande (incluant le nom du chauffeur, le numéro d'immatriculation du véhicule et le nom de la société qui effectue la livraison) devra être adressée au Chef du service de l'accueil, de l'assistance technique et de la sécurité ou à son représentant, selon les directives qui lui seront données après notification.

Le titulaire est informé que les livraisons nécessitant un stationnement provisoire de véhicules doivent tenir compte des contraintes de stationnement sur la voirie de la Ville de Paris.

#### **4.7. Vérification de l'exécution des prestations**

Au regard de l'obligation en matière de marchés publics d'opérer un contrôle de l'exécution des prestations et des impératifs de sécurité et de sûreté qui incombent à l'École du Louvre, des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives des prestations seront effectuées

dans le cadre du marché conformément aux articles 31 et 32 du CCAG-TIC et au principe de comptabilité publique de « paiement pour service fait ».

Les vérifications consistent à s'assurer que les services sont conformes aux prescriptions du présent marché et aux engagements du titulaire. L'École du Louvre effectuera les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives des prestations, objet du présent marché notamment dans le cadre des recettes prévue au CCTP.

Par dérogation aux dispositions de l'article 34 du CCAG-TIC, le paiement vaut admission des prestations.

Toutes les difficultés liées aux conditions d'accès, aux installations et aux aménagements existants et au calendrier sont présumées connues par le titulaire qui ne peut en aucun cas invoquer les problèmes liés à l'existant pour justifier une modification tarifaire des prestations.

## **Article 5. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE**

### **5.1. Mesures particulières de sécurité et de confidentialité**

#### **5.1.1. Propriété intellectuelle et cession de droits**

Les livrables des deux lots sont la propriété de l'École du Louvre et le titulaire s'engage à ne pas en faire un usage pour un autre client.

En complément des articles du CCAG-TIC, afin de sécuriser l'activité de l'École du Louvre, il est attendu que le titulaire cède à l'École du Louvre ses droits de propriété intellectuelle sur les livrables dans un format structuré exploitable et respectant les normes associées dans les cas suivants :

- en cas de cessation de l'activité du titulaire ;
- en cas d'incapacité du titulaire à remplir ses obligations dans le cadre du présent marché ;
- en cas de fin de commercialisation et/ou de maintenance de la solution par le titulaire.

Cette cession de droits sera consentie à titre gratuit pour une utilisation non commerciale, pour le monde entier, pour la durée légale d'exploitation des droits d'auteur. L'École du Louvre pourra alors, si elle le souhaite, confier la maintenance des livrables à un autre prestataire de son choix.

S'agissant du lot 2, Il est attendu que le titulaire assure la consignation régulière des sources de programmes de la solution (code source et code objet), l'architecture des programmes et de toute la documentation associée, et les protège de tout incident (incendies, inondations, tempêtes...). Il est souhaité que le titulaire du lot 2 consigne une copie des sources de programmes de la solution (code source et code objet), l'architecture des programmes et de toute la documentation associée auprès de l'École du Louvre (qui gardera ces programmes et

documents confidentiels tant que la cession n'est pas effective). Les coûts éventuels induits sont prévus dans le volet de la maintenance corrective et assistance.

Le titulaire pourra proposer un transfert de compétences à l'École du Louvre ou aux partenaires que cette dernière aura désignés, pour la reprise de la maintenance. Ce transfert de compétences, dont le contenu sera élaboré en collaboration avec l'École du Louvre, fera alors l'objet d'un devis, sur la base du tarif journalier indiqué dans le bordereau des prix unitaires (BPU), dont le montant devra impérativement être ajusté au regard de l'ensemble des investissements réalisés par l'École depuis l'acquisition du logiciel, et donc de la participation tant financière qu'opérationnelle de celle-ci à son évolution.

Par ailleurs, conformément à l'article 42 du CCAG-TIC, « *Pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité, le titulaire arrivant à échéance fournit, selon le cas, à l'acheteur ou au nouveau titulaire, dans la mesure du besoin, un accès aux matériels et aux logiciels, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire prenant fin à fournir les services objet du marché. Le titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent titulaire en conformité avec les réglementations applicables.* »

#### 5.1.2. Obligation de confidentialité

Le titulaire de chaque lot est tenu de garder confidentielles les informations dont il a eu connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés ou pas comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître l'existence. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Compte tenu du contexte particulier de l'École du Louvre et notamment du caractère sensible des questions de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire doit sans délai avertir l'École du Louvre de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrée ou de sortie des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sortie de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle pourra être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

#### 5.1.3. Protection des données à caractère personnel dans le cadre du règlement général sur la protection des données dit RGPD

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Dans le cadre du présent marché, l'École du Louvre est responsable de traitement et le titulaire de chaque lot est sous-traitant au sens du RGPD. Le sous-traitant est tenu d'assurer la sécurité des données personnelles qui lui ont été confiées. À la fin de la prestation et sauf disposition légale contraire, suivant les instructions du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant est tenu de supprimer ou de renvoyer toutes les données traitées et d'en détruire les copies existantes.

En cas de recours à un sous-traitant, ce dernier est tenu d'assurer la sécurité des données personnelles qui lui ont été confiées. À la fin de la prestation et sauf disposition légale contraire, suivant les instructions du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant est tenu de supprimer ou de renvoyer toutes les données traitées et d'en détruire les copies existantes.

Les parties s'engagent au respect de la loi n°78-17 dite Informatique et Libertés et au règlement général sur la protection des données dit RGPD du 27 avril 2016.

À ce titre, le sous-traitant au sens du RGPD (à savoir le titulaire de chacun des lots marché) s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché;
- traiter les données conformément aux instructions documentées actuelles ou futures du responsable de traitement, qui seront communiquées au sous-traitant. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement (l'École du Louvre).
- s'interdire de transférer toutes données à caractère personnel en dehors d'un pays de l'Union.  
L'École du Louvre s'est engagée, en tant que responsable de traitement, à ne pas transférer de données hors union européenne. Le sous-traitant s'engage à respecter ce principe ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;

- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### 5.1.3.1. Sous-traitance ultérieure

Le titulaire du marché est autorisé à sous-traiter tout ou partie du traitement des données à caractère personnel issues du présent marché, dans le cadre d'une sous-traitance ultérieure pour la réalisation de prestations dans le cadre du marché.

#### 5.1.3.2. Droit d'information des personnes concernées

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

#### 5.1.3.3. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

#### 5.1.3.4. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de quatre (4) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant, à savoir l'envoi d'un courriel à chacun des correspondants de l'École du Louvre. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations

de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, soixante-douze (72) heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Cette notification doit contenir au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données du responsable du traitement et/ou du titulaire ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement et/ou le titulaire du marché propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données du responsable du traitement et/ou du titulaire ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### 5.1.3.5. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 5.1.3.6. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes ou toutes autres qui s'avèreraient nécessaires pour respecter ses engagements.

Le sous-traitant doit garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres:

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### 5.1.3.7. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement, puis à en détruire toute trace.

En effet, le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

#### 5.1.3.8. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

#### 5.1.3.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :



- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit et, du délégué à la protection des données, le cas échéant ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des
  - mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### 5.1.3.10. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **Article 6. DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

#### **6.1. Contenu des prix**

Les prix indiqués sont établis en tenant compte des stipulations de l'article 10 du CCAG-TIC. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais d'établissement des devis et factures, les frais afférents, le cas échéant, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### **6.2. Forme et révision des prix**

Les prix du marché sont indiqués hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Pour le lot 1, les prix sont fermes pour toute la durée du marché. Ils sont actualisables dans les conditions de l'article R.2112-11 du code de la commande publique.

Pour le lot 2, les prix sont fermes pour la phase 1. Ils sont actualisables dans les conditions de l'article R.2112-11 du code de la commande publique.

Les prix sont révisables pour la phase 2 (hébergement et maintenance) à compter de sa première année de renouvellement selon la formule suivante :

$$P=P0 \times S1/S0$$

dans laquelle

P : prix révisé hors taxes

P0 : prix initial global hors taxes indiqué dans l'offre financière lors de la remise initiale de l'offre, et si négocié à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

SI : valeur connue de l'indice SYNTEC, à une date antérieure de trois mois à la date de reconduction du marché

S0 : la valeur de l'indice SYNTEC, du mois de dépôt de l'offre.

### **6.3. Modalités de règlement et facturation**

#### **6.3.1. Prestations forfaitaires**

Les prestations dites forfaitaires s'exécutent et sont payées selon les modalités détaillées au CCTP. Les factures ou les appels de fonds sont établis par le titulaire du marché conformément à la DPGF et au budget validé correspondant (prévisionnel, définitif ou spécifique).

#### **6.3.2. Modalités d'émission de bons de commande**

Les prestations s'exécutent au moyen de bons de commande établis au fur et à mesure des besoins par l'École du Louvre sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU).

L'École du Louvre peut émettre des bons de commande jusqu'au dernier jour de validité du marché.

#### **6.3.3. Modalités de facturation**

Le règlement s'effectue sur présentation d'une facture établie par le titulaire du lot conformément aux prix figurant dans son offre (DGPf et BPU), après service fait. Les paiements seront effectués par virement sur le compte du titulaire.

Les factures doivent faire l'objet d'un envoi soit via le portail Chorus Pro selon les modalités définies et précisées par l'École du Louvre et conformément aux articles L. 2192-1 et suivants, D.2192-1 et suivants du Code de la commande publique et doivent notamment comporter les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire (mentionnant les codes BIC et IBAN) ;

- le numéro unique de la facture ;
- le numéro du marché ;
- la description des prestations concernées ;
- le numéro du ou des bon(s) de commande correspondant(s), le cas échéant ;
- le montant hors taxes des prestations réalisés ;
- le taux et le montant de la TVA en fonction de la réglementation en vigueur ;
- le montant TTC des prestations exécutées ;
- la date d'émission de la facture.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions.

Elles devront être établies à l'ordre de :

**École du Louvre**  
**Service juridique et financier**  
**Palais du Louvre – Porte Jaujard – Place du Carrousel**  
**75038 Paris cedex 01**

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur au moment du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Le pouvoir adjudicateur procédera si nécessaire à des réfections et rejets conformément à l'article 34 du CCAG-TIC et notamment en cas de non-respect de la part du titulaire des obligations figurant dans le CCTP.

Les imperfections dans l'exécution des prestations constatées par le représentant de l'École du Louvre seront consignées (le cas échéant) dans un courrier qui sera envoyé au titulaire en recommandé avec accusé de réception. À compter de la réception de ce document, le titulaire a la possibilité de répondre sous cinq (5) jours francs sur les éléments et le taux de réfaction.

Le pouvoir adjudicateur pourra alors mettre en place :

- soit le paiement total ;
- soit le paiement appliquant le taux de réfaction indiqué dans son courrier ;
- soit le paiement appliquant un taux de réfaction modifié à la suite des informations communiquées par le titulaire.

Le paiement du sous-traitant doit respecter les articles R. 2393-29 et suivants du Code de la commande publique. Le paiement des sous-traitants est direct et aux mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire.

Le paiement des factures s'effectue suivant les règles de comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 10 et 11 du CCAG-TIC.

Le délai global de paiement, à compter de la date de réception de chaque facture par le pouvoir adjudicateur, est de trente (30) jours, conformément aux dispositions des articles L. 2192-10 et suivants et R. 2192-10 et suivants du Code de la commande publique. En cas

d'évolution de la législation relative au délai de paiement applicable aux établissements publics administratifs, les termes de cette nouvelle législation seront appliqués.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R.3133-25 et suivants du Code de la commande publique.

L'ordonnateur des dépenses est la Directrice de l'École du Louvre.

Le comptable assignataire de la dépense, chargé du paiement des prestations prévues au marché, est l'agent comptable de l'École du Louvre.

#### **6.3.4. Retard de paiement**

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité :

1/ des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou à l'échéance prévue au marché. Ces intérêts moratoires sont versés au créancier par le pouvoir adjudicateur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage selon l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique.

2/ au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 € (quarante euros) selon l'article D. 3133-27 du Code de la commande publique.

#### **6.4. Cession ou nantissement des créances**

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 et R. 2191-47 du code de la commande publique.

Si le titulaire du lot souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe à l'École du Louvre pourra remettre au titulaire, :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché public ;
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle dématérialisé défini par arrêté du ministre chargé de l'économie ;
- soit un exemplaire unique ou certificat de cessibilité de chaque bon de commande

## **Article 7. PÉNALITÉS ET RÉFACTIONS**

### **7.1. Réfections et pénalités**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer le dispositif de réfaction.

Le cas échéant, la réfaction se fera dans le cadre des dispositions de l'article 34.3 du CCAG-TIC sauf dispositions dérogatoires énoncées ci-dessous.

En cas de non-respect de ses engagements détaillés dans le DCE, le titulaire s'exposera aux pénalités détaillées dans le CCAG-TIC et celles détaillées ci-après, en cas d'absence de justification fondée et étayée.

En cas de non-respect de ses engagements, par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, le titulaire s'exposera aux pénalités détaillées ci-après. Toutes les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

Ces pénalités sont imputées pour chaque événement constaté ou consigné. Les autres dispositions du CCAG-TIC non modifiées par les présentes clauses s'appliquent.

Les pénalités seront imputées sur la facture qui suit leurs constatations (même si cette facture ne correspond pas à la période au cours de laquelle les manquements ont été signalés) ou pourront faire l'objet d'une facture spécifique émise par l'École du Louvre.

Les pénalités de retard définies ci-après par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC sont cumulables.

### **7.2. Pénalités pour retard dans la fourniture et la mise en place de la solution**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution fixé par le calendrier prévisionnel de conduite du projet du titulaire, est dépassé par le fait du titulaire, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire égale à cent (100) euros par jour calendaire de retard.

### **7.3. Pénalités en cas de livraison partiellement refusée**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de retard du fait du titulaire dans la livraison du correctif par rapport au délai de correction imparti, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à cent (100) euros par jour calendaire de retard.

Le nombre de jours de retard est calculé à compter de la date à laquelle le correctif a été expressément demandé au titulaire par écrit.

#### **7.4. Pénalités pour défaut d'intervention**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de dépassement du fait du titulaire du délai garanti de temps d'intervention (GTI) fixé dans son offre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à :

- 500 (cinq cents) euros par heure de retard dans le cas d'une anomalie bloquante ;
- 100 (cent) euros par heure de retard dans le cas d'une anomalie majeure ;
- 100 (cent) euros par jour de retard dans le cas d'une anomalie mineure.

#### **7.5. Pénalités pour défaut de rétablissement**

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-TIC, en cas de dépassement du fait du titulaire du délai garanti de temps de rétablissement (GTR) fixé dans son offre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à :

- 500 (cinq cents) euros par heure de retard tant qu'une anomalie bloquante n'est pas résolue ;
- 500 (cinq cents) euros par jour de retard tant qu'une anomalie majeure n'est pas résolue ;
- 50 (cinquante) euros par jour de retard tant qu'une anomalie mineure n'est pas résolue.

#### **7.6. Pénalités pour retard dans la remise des informations, fichiers, données permettant de garantir la pérennité et la réversibilité**

En cas de retard du titulaire dans la remise des informations, fichiers et données permettant au pouvoir adjudicateur de garantir la pérennité et la réversibilité de l'outil dans les conditions prévues à l'article 14.03 du présent CCAP, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, une pénalité forfaitaire égale à 200 (deux cents) euros par jour calendaire de retard.

### **Article 8. ACTIONS DE COMMUNICATION**

Il est précisé que le titulaire peut organiser des actions de communication - communication interne, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public... - sur l'exécution des prestations à l'École du Louvre, sous réserve de la saisir par écrit quatre (4) semaines au moins avant son organisation. L'École du Louvre se garde la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité que l'École du Louvre est seule à même d'évaluer.

### **Article 9. ASSURANCES**

Le titulaire de chacun des lots demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique, de tous dommages causés par sa négligence ou celle de son personnel,

manquements dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée dans l'accomplissement des prestations objet du présent marché.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève des prestations fournies dans le cadre du présent marché.

En conséquence, le titulaire doit contracter auprès de compagnies d'assurances bénéficiant de l'agrément de l'État, toutes assurances propres à couvrir totalement les responsabilités encourues par lui en vertu du présent marché.

Le titulaire doit contracter notamment une assurance « responsabilité civile » pour tous les cas où cette dernière pourrait être engagée.

Dans le cadre de sa candidature, avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra fournir les attestations d'une assurance de responsabilité civile et d'une assurance professionnelle contractées auprès d'une compagnie d'assurances de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution dudit marché.

Ces attestations devront préciser :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- les qualifications professionnelles et activités assurées ;
- les conditions de garanties ;
- les montants des garanties ;
- la date d'expiration des garanties prévues aux contrats ;
- le numéro des polices.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

### ***Article 10. RÉSILIATION***

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC sont applicables.

Dans le cas où le titulaire manquerait à ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées aux articles 39 et suivants du CCAG-TIC.

L'École du Louvre attire l'attention du titulaire sur le fait que parmi les conditions de résiliation du marché aux torts du titulaire, fixées à l'article 42 du CCAG-TIC, figurent notamment les cas suivants :

- lorsque le titulaire a contrevenu aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement, et aux obligations de confidentialité et sécurité ;

- lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus ;
- lorsque le titulaire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux.

**Article 11. OBLIGATION D'INFORMATIONS DE MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

Le titulaire de chacun des lots est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du présent marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- à la forme juridique du titulaire ;
- à la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- de façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

**Article 12. OBLIGATION DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE DE DOCUMENTS FISCAUX ET SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL**

Le titulaire de chacun des lots devra fournir, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, tous les documents administratifs relatifs à ses obligations fiscales et sociales dans les délais prévus par la réglementation en vigueur. Le titulaire doit également fournir le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique afin de prouver qu'il n'est pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L 2141-3 du Code de la commande publique.

Par ailleurs, le titulaire devra fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents énumérés aux articles D.8222-5 du Code du travail.

Le titulaire s'engage à fournir les mêmes documents pour ses sous-traitants.

**Article 13. DIFFÉRENDS ET LITIGES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris situé 7 rue de Jouy 75004 Paris.



Toutefois, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA), conformément à l'article R. 2197-16 du Code de la commande publique.

**Article 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations figurant dans le présent CCAP sont récapitulées ci-après :

<b>Chapitres ou articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé</b>	<b>Articles du CCAP portant dérogation</b>
34	4.7
14	7

**À Paris le 20 janvier 2025**

*FIN DE DOCUMENT*